

Pétitions

qu'il n'a pas l'intention de changer d'avis, il importe de noter que la population de London et de la région juge importante pour la collectivité cette base de London des Forces armées canadiennes. Nous espérons que le gouvernement changera d'avis.

LE SERVICE DE VIA RAIL

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter conformément à l'article 36 du Règlement une pétition comportant six pages de signatures d'habitants de Terrace, dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique, et de la ville de Revelstoke, située dans ma circonscription de Kootenay Ouest—Revelstoke.

Les pétitionnaires font valoir que le parti conservateur, avait promis avant les élections que les priorités de dépenses fédérales en matière de transport seraient repensées de façon à accorder une plus grande part au transport ferroviaire de passagers. Ils évoquent également les oscillations du parti libéral qui, lorsqu'il était au pouvoir, avait également pris des mesures pour réduire le budget de VIA Rail. Les signataires demandent au gouvernement de respecter l'engagement qu'il avait pris initialement de défendre VIA Rail, de renoncer à son intention d'opérer de nouvelles coupes dans ses dépenses et, de lui fournir les moyens nécessaires pour qu'elle puisse agir en société de transport moderne et efficace.

Ayant moi-même emprunté VIA Rail seize fois environ comme passager payant avec ma famille au cours des deux dernières années, j'appuie de tout coeur la demande des signataires de cette pétition.

LE FINANCEMENT DE L'INSTRUCTION POSTSECONDAIRE

M. Ray Funk (Prince Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai une pétition dûment certifiée, signée par des habitants de ma circonscription, de la localité de La Ronge et des environs, qui pressent le gouvernement de reconnaître que l'instruction postsecondaire est un droit que leur confèrent les traités. Ils demandent instamment au gouvernement d'honorer ces traités et de garantir à tous les Indiens visés par un traité l'accès gratuit à l'enseignement sans restrictions.

LE PROJET D'IMPOSER UNE TAXE DE VENTE NATIONALE—L'EXEMPTION DES LEÇONS DE MUSIQUE

M. Ray Funk (Prince Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai une pétition de gens de Prince Albert, Shellbrook, Stump Lake, Parkside et d'autres localités de ma circonscription qui, tout comme d'autres pétitionnaires, estiment que la taxe de vente proposée à l'égard des leçons de musique et autres cours d'art menace le développement des talents au Canada. Ils pressent le gouvernement d'assimiler l'étude de la musique à

l'instruction et donc de soustraire les leçons de musique à l'application de la taxe de vente proposée.

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le devoir et l'honneur de présenter à la Chambre une pétition signée par des fidèles de la Trinity United Church, de la localité de Vernon, en Colombie-Britannique. Les pétitionnaires sont outrés du massacre des étudiants innocents et sans défense et des badauds qui a eu lieu récemment à Beijing, et horrifiés également des mensonges fabriqués de toutes pièces par le gouvernement chinois pour déformer la vérité et faire dévier les critiques sur ses adversaires. Ils demandent au gouvernement de rappeler immédiatement l'ambassadeur du Canada, de rompre toutes relations diplomatiques avec le gouvernement chinois, de mettre un terme à nos relations économiques et d'offrir de l'aide à la population chinoise, en particulier aux étudiants chinois actuellement au Canada, afin qu'ils ne soient pas obligés de retourner en Chine où leur vie pourrait être en danger.

• (1600)

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE FAIRE RELEVER L'AVOINE ET L'ORGE DE LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions sur des sujets différents à présenter à la Chambre. Les pétitions ont été dûment certifiées par le greffier hier, et c'est peut-être ma dernière chance de les présenter. La première est signée par des habitants du nord-est de ma circonscription. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de faire relever l'avoine et l'orge de la Loi sur la Commission canadienne du blé de telle sorte qu'à l'avenir il faille consulter le Parlement et les associations agricoles avant de modifier les modalités de commercialisation de ces céréales.

ON DEMANDE QUE VIA RAIL DEMEURE UNE ENTREPRISE DE TRANSPORT EFFICACE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, les signataires de l'autre pétition demandent au gouvernement de tenir la promesse qu'il a faite d'appuyer VIA Rail. Ils le pressent donc de renoncer à ses projets de compression du budget de VIA Rail et de fournir à cette société les ressources dont elle a besoin pour exploiter une entreprise de transport moderne et efficace.

ON S'OPPOSE À LA PROSPECTION DES HYDROCARBURES AU LARGE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, j'ai le devoir de présenter deux pétitions de deux organismes distincts portant sur le même sujet. Elles ont toutes les deux été déclarées conformes par le greffier. Les signataires expriment leur opposition aux